



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2014



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -84,10 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2014 s'élève à -84,10 Md€ contre -80,95 Md€ à fin juillet 2013 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse des recettes

(-5,52 Md€) compensée par la baisse des dépenses (-1,25 Md€) et par l'amélioration du solde des comptes spéciaux (+1,12 Md€).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 186,56 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 8,97 Md€ dont 4,13 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire », 3,10 Md€ pour le programme « Ecosystèmes d'excellence » (cf. focus sur l'actualité) et 1 Md€ pour le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 6,02 Md€ dont 5,98 Md€ dédié au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,42 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,22 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,21 Md€ dont 2,07 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 0,71 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,48 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,78 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires, logement et ville** : 1,31 Md€ dont 1,10 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

Les dépenses nettes à fin juillet 2014 s'élèvent à 186,56 Md€ contre 187,82 Md€ à fin juillet 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement (-2,65 Md€ notamment dus à l'opération exceptionnelle en 2013 d'augmentation de capital de la Banque européenne

d'investissement) et des charges de la dette de l'Etat (-1,70 Md€) mais compensée partiellement par la hausse des dépenses d'opérations financières (+2,13 Md€ notamment dus au nouveau programme d'investissement d'avenir) et d'intervention (+0,91 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 123,17 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 12,93 Md€ ;

Dividendes et recettes assimilées : 2,06 Md€ (dividendes EDF et Caisse des dépôts et consignations notamment) ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,75 Md€ dont 0,97 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 1,51 Md€ dont 0,62 Md€ de retenues à la source sur les revenus des capitaux mobiliers ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -5,26 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : -2,09 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 162,28 Md€

Elles s'élevaient à 166,66 Md€ à périmètre constant à fin juillet 2013, soit une baisse de 4,38 Md€. Cet écart s'explique particulièrement par la diminution des recettes nettes d'IS (-9,74 Md€) en raison des effets conjugués de la baisse des recettes brutes et

de la hausse des remboursements et dégrèvements. Néanmoins, les recettes nettes d'IR et de TVA sont en hausse, respectivement de 3,90 Md€ et de 2,63 Md€.

Recettes non fiscales : 6,32 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2014 s'élèvent à 6,32 Md€ contre 7,79 Md€ à fin juillet 2013 à périmètre constant. Cet écart résulte essentiellement

de l'encaissement en 2013 de dividendes Banque de France.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -46,95 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -46,95 Md€ à fin juillet 2014 contre -47,80 Md€ à fin juillet 2013. Cette variation s'explique

essentiellement par la baisse de 0,88 Md€ des prélèvements au profit de l'Union européenne, par rapport à l'an passé.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -20,70 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,32 Md€ et des recettes pour 2,89 Md€. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 6,20 Md€ correspondant notamment aux paiements des intérêts des BTAN et des OAT indexées, ainsi que des recettes de 6,16 Md€ correspondant à l'abondement du budget général. Le compte

« **Participations financières de l'Etat** » enregistre des recettes d'un montant de 1,52 Md€ correspondant essentiellement à une cession de titres GDF-Suez. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 1,18 Md€ de recettes de TVA affectées aux organismes sociaux et 1,12 Md€ de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS.

Au 31 juillet 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -20,70 Md€ contre -21,82 Md€ en juillet 2013. Cet écart s'explique en partie par l'évolution du solde des comptes d'affectation spéciale (+0,56 Md€).

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 1 528,57 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 98,90 Md€) et les BTF (émissions nettes de

13,39 Md€). Les montants des BTAN ont diminué de 45,97 Md€ au cours de l'exercice.



☞ Dépenses d'investissement d'avenir : le programme « Ecosystèmes d'excellence » au sein de la mission « Recherche »

Dans le cadre des nouvelles dépenses d'investissement d'avenir, la loi de finances initiale pour 2014 a créé plusieurs programmes au sein du budget de l'Etat. Le programme « **Ecosystèmes d'excellence** » vise à prolonger un certain nombre d'actions engagées dans le cadre du premier programme d'investissement d'avenir (PIA 2010) notamment, dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Il s'agit de doter les opérateurs de l'Etat (Agence nationale de la recherche, Centre national d'études spatiales, Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) en crédits. Le suivi des objectifs assignés par l'État au PIA et aux opérateurs en charge de la réalisation de ce programme sera effectué par l'opérateur concerné au fur et à mesure des appels à projet et du décaissement des fonds.

Le programme se décline en 6 actions :

- l'action « Equipements d'excellence » consiste à renforcer les capacités d'acquisition d'équipements et d'instruments de recherche de dernière génération par les laboratoires de recherche ;

- l'action « Initiatives d'excellence » a pour objectif la création de nouveaux campus universitaires

à rayonnement international fortement intégrés dans leur écosystème territorial ;

- l'action « Technologies-clés génériques » doit permettre de renforcer le dispositif national de recherche à finalité industrielle en favorisant la diffusion de technologies transversales (électronique, photonique, biotechnologies...);

- l'action « Espace, lanceurs, satellites » a pour finalité de consolider les activités déjà engagées dans le premier PIA avec l'objectif de maintenir la place de leader de l'industrie française dans le domaine des lanceurs et des satellites de télécommunications ;

- l'action « Recherche hospitalo-universitaire en santé » vise à soutenir des projets de recherche en santé avec un fort potentiel de transfert rapide vers l'industrie ou la société ;

- l'action « Calcul intensif » a pour objectif de permettre à l'industrie française d'être en mesure de proposer des supercalculateurs offrant des performances au niveau mondial.

La loi de finances a prévu des crédits de 4,12 Md€ pour 2014 pour l'ensemble du programme. Au 31 juillet, seule l'action « Initiatives d'excellence » a été exécutée pour 3,10 Md€.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page	
	Juillet	2014	2013 retraité 2013 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-24 690	-84 095	-80 950	-80 820	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	32 710	186 563	187 815	187 656	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	12 097	123 167	128 683	128 653	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	894	44 630	40 733	40 733	
- IS *	-2 085	13 569	23 306	23 306	
- TVA	12 934	81 013	78 385	78 361	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 076	-20 700	-21 817	-21 817	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	6 488	95 801			18
Dettes financières de l'Etat	-8 557	1 528 569			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2014	2013 retraité	2013 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	9 947	71 211	71 247	71 357
Dépenses de fonctionnement	8 165	35 187	37 833	37 604
Charges de la dette de l'Etat	5 983	26 362	28 063	28 063
Dépenses d'investissement	920	7 408	7 320	7 320
Dépenses d'intervention	4 562	42 059	41 148	41 108
Dépenses d'opérations financières	3 134	3 345	1 212	1 212
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	32 710	186 563	187 815	187 656
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	15 726	162 280	166 663	166 634
Recettes non fiscales	2 659	6 316	7 792	7 792
Prélèvements sur recettes	-6 448	-46 947	-47 795	-47 795
Fonds de concours	159	1 518	2 023	2 023
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	12 097	123 167	128 683	128 653
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	18 544	170 114	176 477	176 448
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-20 614	-63 396	-59 132	-59 003
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 501	3 931	3 372	3 372
Solde des comptes de concours financiers	-5 416	-25 065	-25 251	-25 251
Solde des comptes de commerce	-166	413	58	58
Solde des comptes d'opérations monétaires	-52	-100	91	91
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 076	-20 700	-21 817	-21 817
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-24 690	-84 095	-80 950	-80 820



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2014	2013 retraité	2013 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 947	71 211	71 247	71 357
Rémunérations d'activité	5 808	40 526	40 520	40 567
Cotisations et contributions sociales	4 090	30 224	30 259	30 321
Prestations sociales et allocations diverses	49	462	468	468
AUTRES TITRES	22 763	115 352	116 568	116 299
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	8 165	35 187	37 833	37 604
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 938	15 106	17 732	17 535
Subventions pour charges de service public	6 227	20 081	20 101	20 069
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	5 983	26 362	28 063	28 063
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	5 983	26 362	28 063	28 063
Titre 5 - Dépenses d'investissement	920	7 408	7 320	7 320
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	812	6 645	6 329	6 329
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	108	763	992	992
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 562	42 059	41 148	41 108
Transferts aux ménages	1 662	16 933	17 049	17 009
Transferts aux entreprises	982	6 868	5 823	5 828
Transferts aux collectivités territoriales	425	4 080	4 673	4 677
Transferts aux autres collectivités	1 491	14 172	13 601	13 592
Appels en garantie	2	5	3	3
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	3 134	3 345	1 212	1 212
Prêts et avances	3 101	3 136	235	235
Dotations en fonds propres	32	253	359	359
Dépenses de participations financières	0	-43	618	618
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	32 710	186 563	187 815	187 656



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2014		Cumul à fin juillet 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	141	184	1 859	1 613	1 740
Action de la France en Europe et dans le monde	103	114	1 003	967	1 043
Diplomatie culturelle et d'influence	14	47	605	446	457
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	23	251	200	241
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	221	220	1 676	1 463	1 536
Administration territoriale	141	146	1 004	960	976
Vie politique, culturelle et associative	18	23	123	118	144
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	62	51	549	384	416
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	461	280	1 975	1 815	1 882
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	296	118	1 005	907	958
Forêt	46	39	267	225	212
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	52	52	294	274	293
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	66	71	410	409	420
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	131	322	1 634	1 864	2 042
Aide économique et financière au développement	1	3	462	717	806
Solidarité à l'égard des pays en développement	130	320	1 172	1 146	1 236
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	17	31	2 182	2 169	2 241
Liens entre la Nation et son armée	9	11	64	63	63
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	7	5	2 033	2 042	2 115
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	15	85	64	64
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	47	49	364	361	363
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	31	206	206	204
Conseil économique, social et environnemental	0	0	38	38	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	120	117	120
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CULTURE	195	380	1 776	1 523	1 453
Patrimoines	29	107	515	429	374
Création	63	149	593	498	482
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	103	124	669	597	597
DEFENSE	5 524	3 209	24 763	25 381	26 023
Environnement et prospective de la politique de défense	129	149	995	1 077	1 116
Préparation et emploi des forces	1 880	2 071	13 910	13 979	14 565
Soutien de la politique de la défense	229	284	1 599	1 795	1 782
Equipement des forces	3 285	706	6 759	7 030	8 560
Excellence technologique des industries de défense (1)	0	0	1 500	1 500	0
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	129	126	649	601	618
Coordination du travail gouvernemental	67	60	275	254	266
Protection des droits et libertés	6	9	53	46	46
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	56	58	322	300	306
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)	403	943	6 554	5 766	6 306
Infrastructures et services de transports	114	518	2 912	2 686	3 046
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	14	16	133	97	91
Météorologie	0	51	153	153	159
Paysages, eau et biodiversité	7	18	175	150	169
Information géographique et cartographique	0	24	71	71	70
Prévention des risques	18	31	140	115	110
Energie, climat et après-mines	3	29	416	401	455
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	247	256	2 085	2 094	2 205
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	470	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2014		Cumul à fin juillet 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	591	149	1 249	812	821
Développement des entreprises et du tourisme	173	99	510	444	445
Statistiques et études économiques	43	37	282	273	279
Stratégie économique et fiscale	15	13	98	94	97
Projets industriels (1)	60	0	60	0	0
Innovation (1)	300	0	300	0	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE	205	1 305	6 250	4 989	5 038
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	181	146	925	702	636
Aide à l'accès au logement	0	1 097	4 732	3 635	3 763
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	24	61	166	313	346
Politique de la ville	0	1	428	340	294
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	5 983	6 020	26 861	29 919	33 327
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5 983	5 983	26 362	26 362	28 063
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	2	5	5	3
Epargne	0	35	495	291	383
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	3 262	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 336	5 418	39 078	38 707	38 143
Enseignement scolaire public du premier degré	1 634	1 641	11 275	11 272	11 025
Enseignement scolaire public du second degré	2 581	2 582	17 928	17 909	17 778
Vie de l'élève	244	322	3 111	2 931	2 828
Enseignement privé du premier et du second degrés	547	607	4 524	4 509	4 467
Soutien de la politique de l'éducation nationale	250	179	1 386	1 236	1 244
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	80	88	853	849	802
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	890	914	6 739	6 593	6 796
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	621	634	4 907	4 829	5 028
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	38	17	106	87	95
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	79	108	554	552	520
Facilitation et sécurisation des échanges	128	126	992	940	961
Entretien des bâtiments de l'Etat	14	13	73	65	68
Fonction publique	10	16	108	121	124
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	46	92	381	321	332
Immigration et asile	40	89	366	310	308
Intégration et accès à la nationalité française	6	4	15	10	25
JUSTICE	592	660	4 183	4 447	4 461
Justice judiciaire	246	271	1 678	1 801	1 794
Administration pénitentiaire	253	291	1 597	1 835	1 765
Protection judiciaire de la jeunesse	59	67	496	432	436
Accès au droit et à la justice	9	7	228	225	294
Conduite et pilotage de la politique de la justice	25	24	182	152	170
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	72	128	609	524	535
Presse	0	6	146	153	162
Livre et industries culturelles	3	53	223	175	120
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	100	56	116
Action audiovisuelle extérieure	70	70	140	140	136



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2014		Cumul à fin juillet 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	116	96	1 544	1 371	1 249
Emploi outre-mer	22	22	1 216	990	862
Conditions de vie outre-mer	94	74	329	381	387
POLITIQUE DES TERRITOIRES	31	29	97	144	142
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	29	24	87	130	129
Interventions territoriales de l'Etat	2	5	10	15	13
POUVOIRS PUBLICS	0	0	990	990	991
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	258	8 965	24 954	22 517	19 255
Formations supérieures et recherche universitaire	97	4 130	10 456	10 416	10 405
Vie étudiante	44	59	2 232	1 600	1 491
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	23	1 004	4 791	3 426	3 139
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	315	1 261	946	954
Recherche spatiale	0	138	1 346	1 208	1 206
Ecosystèmes d'excellence (1)	0	3 100	3 100	3 100	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	8	86	860	928	1 267
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	67	68	538	577	440
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	60	60	118
Recherche culturelle et culture scientifique	2	49	99	51	26
Enseignement supérieur et recherche agricoles	16	16	210	205	207
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	112	235	5 028	4 642	4 551
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	55	3 097	2 986	3 020
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	757	482	461
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	112	112	1 174	1 174	1 071
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	166	168	2 070	2 003	1 916
Concours financiers aux communes et groupements de communes	85	54	426	347	359
Concours financiers aux départements	21	31	408	385	386
Concours financiers aux régions	17	59	919	919	809
Concours spécifiques et administration	43	23	317	352	362
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	11 802	11 165	57 820	57 168	49 409
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	11 530	10 896	55 028	54 379	46 204
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	272	269	2 792	2 789	3 204
SANTE	102	172	1 079	879	855
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	102	172	521	424	479
Protection maladie	0	0	558	455	376
SECURITES (3)	1 451	1 483	10 491	10 280	10 414
Police nationale	781	776	5 444	5 372	5 439
Gendarmerie nationale	615	668	4 763	4 658	4 708
Sécurité et éducation routières	10	10	67	61	62
Sécurité civile (3)(4)	45	29	218	188	206



Mois de juillet	Cumul à fin juillet 2014		Cumul à fin juillet 2013 retraité	
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés
unité : million d'€				
SECURITE CIVILE (2)	0	0	0	0
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	109	118	12 092	8 098
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	2	4	96	28
Actions en faveur des familles vulnérables	19	25	170	134
Handicap et dépendance	21	7	10 618	6 935
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	15	12
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	64	79	1 194	989
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	11	23	372	330
Sport	5	16	207	191
Jeunesse et vie associative	6	7	165	140
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	623	990	8 341	6 438
Accès et retour à l'emploi	321	880	5 684	4 453
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	231	43	2 171	1 533
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	7	4	56	36
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	64	63	430	416
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	35 762	43 875	253 666	243 731
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	23 961	32 710	195 846	186 563

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Mois	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.	Juillet			
Impôt sur le Revenu (A)	3 962	48 630	42 253	42 253
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	138	1 014	1 198	1 198
Impôt sur les sociétés (C)	863	31 189	35 228	35 228
Impôt sur les sociétés	845	30 525	34 435	34 435
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	17	663	793	793
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 505	9 412	10 286	10 286
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	64	390	347	347
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	616	2 933	3 574	3 574
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	28	51	150	150
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	3	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	432	3 236	2 818	2 818
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	33	34	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	7	71	93	93
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	95	44	44
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	11	18	18
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	19	18	18
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	49	50	50
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	5	7	7
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	4	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	4	57	74	74
Recettes diverses	301	2 453	3 052	3 052
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 305	7 395	7 665	7 663
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 370	110 855	108 784	108 759
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 747	10 954	10 657	10 654
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	45	222	172	172
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	17	92	93	93
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	6	11	11
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	170	771	689	689



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€.	Juillet	2014	2013 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	974	5 020	4 898	4 898
Contribution de sécurité immobilière	56	335	317	317
Autres conventions et actes civils	43	321	284	284
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	40	218	211	211
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	9	49	72	72
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	9	112	88	88
Timbre unique	5	112	103	103
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	5	163	242	242
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	4	20	23	23
Taxe générale sur les activités polluantes	0	166	217	217
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	17	17	17
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	7	91	91	91
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	6	6
Taxe sur les achats de viande	0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	33	33	33
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	29	29	29
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	26	27	27
Taxe de l'aviation civile	7	79	56	56
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	27	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	139	1 141	1 088	1 088
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	57	386	409	409
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	31	252	223	223
Prélèvements sur les paris sportifs	14	97	79	79
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	4	36	38	35
Redevance sur les paris hippiques en ligne (1)	0	7	54	54
Taxe sur les transactions financières	63	441	393	393
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	4	4
Autres taxes	27	99	81	81
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	26 890	219 449	216 071	216 042
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	15 726	162 280	166 663	166 634

(1) ligne supprimée en 2014



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€.	Juillet	2014	2013 retraité
Dividendes et recettes assimilées (A)	2 060	3 211	4 372	4 372
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	528	539	1 550	1 550
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	54	440	440
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 532	2 618	2 382	2 382
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	199	1 121	1 018	1 018
Revenus du domaine public non militaire	7	139	141	141
Autres revenus du domaine public	1	189	86	86
Revenus du domaine privé	5	26	29	29
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	5	77	57	57
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	168	654	685	685
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	11	23	9	9
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	12	10	10
Produits de la vente de biens et de services (C)	75	518	533	533
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	207	206	206
Autres frais d'assiette et de recouvrement	38	292	284	284
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	10	33	33
Autres recettes diverses	1	6	6	6
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	36	204	274	274
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	18	78	156	156
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	4	30	25	25
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	6	73	67	67
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	5	5
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	9	8	8



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€.	Juillet	2014	2013 retraité
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	51	307	394	394
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	12	45	191	191
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	17	7	7
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	3	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	36	229	184	184
Frais de poursuite	1	7	7	7
Frais de justice et d'instance	1	5	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
Divers (F)	238	956	1 201	1 201
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	10	74	200	200
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	92	81	81
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	65	82	74	74
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	3	3
Récupération d'indus	2	17	20	20
Recouvrements après admission en non-valeur	13	90	101	101
Divers versements de l'Union européenne	0	14	39	39
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	13	10	10
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	13	21	21
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	3	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	10	165	147	147
Produits divers	64	135	28	28
Autres produits divers	48	237	419	419
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 659	6 316	7 792	7 792



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 263	-32 361	-32 326	-32 326
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 041	-25 293	-25 616	-25 616
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-9	-9	-9
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-12	-12
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-641	-2 186	-1 915	-1 915
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-408	-1 290	-1 207	-1 207
Dotations élu local	0	-64	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-17	-37	-36	-36
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-211	-211	-166	-166
Dotations régionale d'équipement scolaire	-380	-401	-459	-459
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	-1	-1
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	-60	-60
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-281	-1 937	-2 001	-2 001
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-156	-536	-528	-528
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-55	-118	-23	-23
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-62	-202	-218	-218
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-1	-2	-2
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	-5	-5
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-2	-2	-2
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-48	0	0
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	0	-22	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 184	-14 585	-15 469	-15 469
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 448	-46 947	-47 795	-47 795
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	149	1 394	1 772	1 772
Fonds de concours - coopération internationale	11	124	251	251
TOTAL FONDS DE CONCOURS	159	1 518	2 023	2 023

(1) ligne supprimée en 2014
(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 136	6 637	37 685	39 264	41 616	42 636	3 931	3 372
Aides à l'acquisition de véhicules propres	31	36	145	145	209	168	64	23
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	57	141	687	680	860	895	173	216
Développement agricole et rural	30	2	41	84	100	104	58	20
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	21	31	158	209	219	216	62	7
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1	7	4	146	678	667	674	521
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	23	151	147	325	251	174	105
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-1	123	0	0	1	-123
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	501	599	399	1 006	-102	407
Participations financières de l'Etat	0	1 515	3 662	5 759	4 983	5 697	1 321	-63
Pensions	4 969	4 881	32 314	31 372	33 824	33 598	1 509	2 226
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	24	0	19	35	-5	35
Comptes de concours financiers	9 768	4 352	64 173	60 518	39 107	35 268	-25 065	-25 251
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	115	150	43	30	-72	-120
Avances à l'audiovisuel public	296	144	2 071	2 011	1 121	1 067	-950	-944
Avances aux collectivités territoriales	8 323	2 893	54 515	52 778	30 239	28 537	-24 276	-24 240
Avances aux organismes de sécurité sociale	1 120	1 178	7 301	5 285	7 365	5 301	63	16
Prêts à des Etats étrangers	15	137	102	272	325	332	223	60
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	14	0	68	23	15	1	-53	-22
Comptes de commerce	6 502	6 336	29 973	31 884	30 387	31 943	413	58
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	66	16	399	468	482	570	83	102
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	14	91	92	90	87	-1	-6
Couverture des risques financiers de l'Etat	147	73	1 413	1 418	1 413	1 418	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	73	67	250	281	413	388	164	107
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	6 196	6 159	27 789	29 451	27 943	29 440	155	-10
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	4	0	0	-2	-4
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	7	21	27	36	39	15	12
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	0	10	14	9	0	-1	-14
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	1	0	0	0	-1
Comptes d'opérations monétaires	135	83	1 433	752	1 333	843	-100	91
Emission des monnaies métalliques	0	10	94	110	118	114	25	4
Opérations avec le Fonds Monétaire International	129	71	1 333	634	1 211	722	-122	89
Pertes et bénéfices de change	7	1	7	8	4	7	-3	-1
TOTAL COMPTES SPECIAUX	21 542	17 408	133 265	132 418	112 443	110 690	-20 822	-21 729
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	21 413	17 337	131 932	131 785	111 232	109 968	-20 700	-21 817

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2014
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	465	171	636
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	223	170	393
	Total organismes à caractère financier	701	340	1 040
	Régions	1 204	-815	388
	Départements	4 702	-2 048	2 654
	CEPL			
	Communes	18 791	-1 495	17 296
	HLM	372	-35	337
	Autres CEPL	19 355	-1 109	18 247
	Total CEPL	44 424	-5 503	38 921
	Hôpitaux	4 475	-590	3 884
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	3 607	12 916
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	1 663	4 017
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	3 132	5 552
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	676	1 479
	Total établissements publics nationaux	14 886	9 078	23 964
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 482	10 470	
Communautés européennes	166	1 732	1 897	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	69	-14	55	
GIP	433	147	580	
EPLE	1 802	836	2 638	
Autres correspondants	12 122	-520	11 602	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-242	-168	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 500	208	14 708	
Total Dépôts de fonds du Trésor	91 103	3 782	94 885	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	-5	776
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	-3 341	141
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	Total Comptes à terme	4 265	-3 349	916
Total Passif (A)		95 368	433	95 802
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
Total Actif (B)		2	-1	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		95 367	435	95 801



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2014
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 457 220	66 321	1 523 541
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	98 900	1 165 840
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	88 079	993 124
- <i>taux variable</i>	142 776	10 757	153 533
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-45 970	170 466
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-46 791	157 850
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	13 391	187 234
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	0	0	0
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
Autres emprunts (C)	5 084	-56	5 029
TOTAL (A+B+C)	1 462 304	66 265	1 528 569



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.